

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 22 FÉVRIER 2011

DINSDAG 22 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 34 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de Mme Annick Ponthier au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le renvoi de demandeurs d'asile vers la Grèce" (n° 2457)

01.01 Annick Ponthier (VB): Selon un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, les demandeurs d'asile ne peuvent plus être renvoyés vers la Grèce parce qu'ils y seraient exposés à un traitement inhumain. La Convention de Dublin stipule toutefois qu'une demande d'asile doit être examinée dans le premier État membre par lequel le demandeur d'asile est entré dans l'espace Schengen. Pour les demandeurs d'asile en provenance d'Asie, cet État membre est très souvent la Grèce.

Cet arrêt entraîne pour l'État belge des coûts supplémentaires pour le suivi de ces demandeurs d'asile. Quelles seront les conséquences financières pour notre pays? L'État belge tentera-t-il de répercuter ces frais supplémentaires sur la Grèce? Autrement dit, engagerons-nous la responsabilité de la Grèce pour défaut de mise en œuvre de la Convention de Dublin?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Étant donné que la décision est très récente, nous ne pouvons pas encore évaluer les répercussions financières pour la Belgique. À l'échelon européen, nous demandons, comme d'autres États membres, que le plan d'action grec progresse rapidement car cet arrêt a des implications importantes pour plusieurs pays de la zone Schengen. Nous voulons dès lors qu'un système d'asile et un réseau d'accueil soient organisés le plus rapidement possible en Grèce.

J'adresserai un courrier à la Commission européenne et la présidence hongroise pour faire part de mon inquiétude en la matière. Les autorités suivent ce dossier de près et examinent quelle position il s'agira d'adopter vis-à-vis de la Grèce. Sous la présidence belge, j'ai systématiquement demandé où en étaient les progrès de la Grèce dans ce dossier.

01.03 Annick Ponthier (VB): J'espère que le ministre continuera à formuler des recommandations concrètes et maintiendra la pression. Il semble partager notre inquiétude. Nous devons donc revenir ultérieurement sur les implications financières.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la régularisation de criminels" (n° 2716)

02.01 Sarah Smeyers (N-VA): En vertu de l'accord Alexis, qui a réglé les régularisations au cours de la période du 15 septembre au 15 décembre 2009, l'instruction ne s'applique pas aux personnes qui constituent un danger actuel pour l'ordre public ou la sécurité nationale. L'interprétation donnée par le cabinet à ces concepts a été communiquée à l'Office des Étrangers. Le secrétaire d'État a pourtant déclaré à la Chambre

le 24 novembre qu'il n'existe aucun critère et aucune directive relatifs au concept "ordre public".

Peut-il définir clairement ce concept aujourd'hui? Quels délits sont considérés comme une violation de l'ordre public? La durée de la peine d'emprisonnement est-elle un critère? Tient-on compte de la situation familiale?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Mme Smeyers me pose une question mais elle discute déjà du problème avec les journalistes avant d'avoir entendu ma réponse. Voilà une façon de procéder bien étrange que je déplore. Estime-t-elle dès lors que le débat au Parlement est superflu?

Mme Smeyers sera peut-être étonnée de l'apprendre, mais l'administration doit respecter un certain nombre de règles, telles que la jurisprudence du Conseil du Contentieux des Étrangers (CCE) et différents traités internationaux. Mme Smeyers se réfère à d'anciennes décisions du gouvernement plus strictes mais elle oublie comme par hasard de mentionner que le CCE a annulé plusieurs de ces décisions. Elle oublie également de dire que ces gouvernements ont aussi régularisé des personnes ayant écoupé de lourdes condamnations et qui ne sont plus naturalisables à l'heure actuelle.

J'ai demandé à mon administration d'examiner minutieusement chaque dossier et de le traiter avec efficacité, en respectant la proportionnalité. Il est exact que certaines condamnations sont proportionnellement suffisamment lourdes pour décider que la personne condamnée ne pourra plus jamais entrer en ligne de compte pour une naturalisation. L'administration juge de cette proportionnalité. Si elle estime que la condamnation n'est pas suffisamment lourde, cela ne signifie pas pour autant que ces personnes sont régularisées.

Lorsque le Conseil du Contentieux des Étrangers ou le Conseil d'État annule une décision, le dossier doit être réexaminé par l'administration. Ce n'est pas là une méthode de travail efficace. Je pense que si l'on analyse le dossier en profondeur et si l'on respecte les règles, on pourra remédier préventivement à cette inefficacité.

L'article 8 de la CEDH est bien sûr d'application, ce qui signifie concrètement que la situation d'un cas isolé n'est pas la même que celle des membres de sa famille. Le contrôle de la proportionnalité auquel procède l'administration varie en fonction de chaque situation. Ce sont les règles internationales, que nous avons coratifiées, qui le veulent. Mme Smeyers ne peut-elle adhérer à cette vision des choses?

Mme Smeyers a déclaré ce matin que la campagne de régularisation de 1999 avait été plus sévère, mais même dans le cadre de cette campagne, il avait été dit que la proportionnalité devait être examinée au cas par cas. Elle omet de signaler que plus de 700 dossiers ont été annulés sur la base d'un manque de proportionnalité et que des "génocidaires" ont à l'époque encore été régularisés, ce qui n'est désormais plus possible.

02.03 Sarah Smeyers (N-VA): Le secrétaire d'État regrette que je n'attende pas sa réponse, mais je lui ai déjà posé cette question à trois reprises. Et il n'a pas parlé, à l'époque, d'une note d'instructions. Cette fois encore, il brandit des règles et des articles internationaux mais ce système est unique en Europe. Il dispose bien d'une compétence discrétionnaire. C'est lui qui décide.

Le secrétaire d'État a prononcé cinq fois le terme "proportionnalité". On peut lire dans la note que, sauf pour les actes de terrorisme, les crimes contre l'humanité, les meurtres, la pédophilie, le trafic d'être humains, le viol et la tentative de viol, les auteurs de délits qui ont été condamnés à des peines inférieures à 18 mois de prison effective, peuvent être régularisés. Lorsqu'il s'agit de personnes qui ont une famille, cette peine de prison effective est même portée à 24 mois. Et si la peine est purgée depuis cinq ans, ils ne sont pas exclus non plus. À mon estime, la proportionnalité est, dès lors, complètement inexistante.

J'écirai au président de notre commission pour lui demander d'organiser une audition du directeur général, M. Roosemont. Le Parlement a le droit de savoir combien de criminels sont régularisés sur la base de cette note. Le pire, c'est que le Parlement n'a jamais voté ces dispositions. Celles-ci ont été imposées par la force au CD&V, à l'Open Vld et à tous les Flamands. Aucun Flamand n'accepte encore la régularisation de criminels en contrepartie d'un prétendu renforcement des mesures relatives au regroupement familial. Les ministres flamands savaient-il ce que le secrétaire d'État faisait?

Je n'admets pas que le secrétaire d'État nous taxe de malhonnêteté intellectuelle. Cette note est intellectuellement malhonnête. Je ne comprends pas qu'il applique avec autant de laxisme la règle de la nationalité belge.

02.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ceci n'a rien à voir avec la nationalité.

02.05 Sarah Smeyers (N-VA): Il est tout simplement inacceptable de récompenser des personnes qui ont vécu dans l'illégalité pendant des années et de régulariser des personnes qui ont un casier judiciaire.

02.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous devons appliquer la jurisprudence du CCE. Si je suivais le raisonnement de Mme Smeyers, je devrais prendre des décisions dont je sais qu'elles seraient annulées. Si je refuse de régulariser une personne pour des raisons d'ordre public et que je ne motive pas correctement cette décision, elle sera annulée par le CCE ou le Conseil d'État.

Mme Smeyers cherche à donner l'impression que nous ne devons pas respecter les règles.

02.07 Sarah Smeyers (N-VA): Le Conseil du Contentieux des Étrangers se prononce sur la forme de la motivation et non sur le fond de l'affaire. L'Office des Étrangers, qui a reçu du secrétaire d'État les instructions en question, se prononce sur le fond de l'affaire. Je continue à m'interroger sur la plus-value sociale de ces instructions.

02.08 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Un avis du Conseil du Contentieux dit: "Un examen de proportionnalité entre, d'une part, les droits personnels et familiaux de l'intéressé et, d'autre part, la sauvegarde de l'ordre public est dans certains cas inévitable".

L'incident est clos.

03 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'expulsion d'un candidat réfugié afghan vers la Hongrie" (n° 2734)

03.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): L'État belge vient d'être condamné par la Cour européenne des droits de l'homme pour avoir renvoyé un candidat réfugié vers la Grèce où ses droits élémentaires n'étaient pas garantis.

La situation est similaire pour la Hongrie, où les candidats réfugiés sont soumis à de nombreux mauvais traitements. De nombreux rapports en attestent, comme ceux de l'UNHCR et du Comité pour la Prévention de la Torture.

J'apprends que la Belgique a procédé dans le courant du mois de janvier à une tentative d'expulsion d'un candidat réfugié afghan vers la Hongrie où ce candidat avait déjà été détenu et y avait subi de nombreux sévices.

Ne pensez-vous pas qu'il est urgent de donner instruction à l'Office des Étrangers d'appliquer la clause de souveraineté pour les candidats réfugiés afghans et de déclarer, dans le cadre du règlement Dublin II, la Belgique responsable du traitement de ces demandes d'asile?

Avez-vous entrepris des démarches auprès de votre homologue hongrois afin qu'ils améliorent leur politique d'accueil?

Avant d'expulser des candidats réfugiés afghans vers la Hongrie, vous assurez-vous que ce pays leur garantira la protection?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Nous venons effectivement d'être condamnés par la Cour européenne des droits de l'homme qui nous demande d'examiner avec davantage de vigilance les risques de violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en cas de transfert. Cet examen sera mené, y compris pour tout transfert vers la Hongrie. S'il y a un risque de violation, nous appliquerons la clause de souveraineté, quelle que soit la nationalité du ressortissant.

Nos informations ne nous permettent pas de conclure à une situation identique à celle de la Grèce ni de conclure que les autorités hongroises renverraient systématiquement les Afghans vers leur pays d'origine. Nous n'appliquerons donc pas systématiquement la clause de souveraineté. Durant le dernier trimestre 2010, près de 45 % des décisions concernant des ressortissants afghans étaient positives. Tout au long de la présidence belge, j'ai veillé à l'amélioration du système commun d'asile auprès de tous mes homologues européens.

Je ne peux m'assurer de l'octroi de la protection à une personne si ce n'est en traitant sa demande d'asile en Belgique. Nous veillerons à examiner attentivement la situation afin de voir s'il y a ou non violation de l'article 3.

03.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Il est important de continuer de mettre la pression. Des rapports l'attestent, le HCR continue de s'inquiéter de ces centres qui ne traitent pas les gens décemment.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Daphné Dumery** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'afflux de réfugiés tunisiens en Italie" (n° 2743)
- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la fuite de Tunisiens vers l'Italie et l'UE" (n° 2831)
- **Mme Zoé Genot** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'afflux de Tunisiens en Europe et l'action de Frontex" (n° 2858)

04.01 Daphné Dumery (N-VA): Quelle a été la teneur de l'entretien entre le gouvernement italien et l'Union européenne à propos du renforcement de Frontex après l'afflux de réfugiés tunisiens à Lampedusa? La Belgique est-elle disposée, si une telle demande devait lui être adressée, à participer à la mission internationale Frontex en Italie? Poserions-nous certaines conditions? Constate-t-on également chez nous un afflux de réfugiés tunisiens?

04.02 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): La situation en Tunisie est encore particulièrement instable et de nombreuses personnes souhaitent construire leur avenir ailleurs. En Libye, les carnages risquent, eux aussi, de pousser toute une série de personnes à l'exil. Plusieurs milliers de Tunisiens sont arrivés en Italie, qui a demandé l'aide de l'Europe. Malte est également très inquiète. À l'occasion de la présidence belge, on avait parlé de la nécessité de développer peu à peu des systèmes de solidarité entre États membres quand un pays est confronté à un afflux important, car l'arrivée soudaine de milliers de personnes est particulièrement difficile à gérer dans de bonnes conditions.

Quelle est donc cette solidarité? Combien de personnes avons-nous renvoyées en Italie en 2010? Allons-nous continuer à renvoyer vers l'Italie, en cette période de crise de l'accueil dans ce pays?

Frontex, l'Agence européenne aux frontières extérieures, sera opérationnel d'ici quelques jours et essaiera de dissuader les Tunisiens de tenter la traversée.

La Belgique participera-t-elle à cette action en Méditerranée? Comment la possibilité de demander l'asile sera-t-elle garantie? On constate, en effet, que tout le monde n'a pas ce droit fondamental de bénéficier d'un véritable examen de sa demande d'asile.

Le **président**: Mme Colen étant absente, sa question sur le même sujet devient sans objet.

04.03 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'équipe de recherche du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides suit attentivement l'évolution de la situation en Tunisie et en Égypte. La situation dans ces pays a un impact sur le traitement des demandes d'asile en cours, même si le nombre de demandes de ressortissants de ces pays a toujours été minime chez nous. Ceci dit, ce nombre est actuellement en légère hausse. Les instances de l'asile assurent un suivi journalier de l'afflux des demandeurs d'asile. S'il s'agit de personnes arrivées sur le territoire de l'Union européenne via Lampedusa, l'Office des Étrangers peut les renvoyer en Italie. C'est ainsi qu'en 2010, 158 personnes ont été renvoyées en

Italie dans le cadre de la Convention de Dublin. Il faut voir maintenant si les demandeurs d'asile qui arrivent actuellement à Lampedusa vont effectivement poursuivre leur route vers l'Europe occidentale.

En cas d'afflux accru et persistant de ressortissants tunisiens et égyptiens, le CGRA traitera leurs demandes d'asile de manière accélérée. Les vérifications nécessaires seront effectuées afin de voir si les personnes concernées ont réellement besoin d'une protection. Cette procédure sera exécutée de manière individuelle et rigoureuse, à la lueur des informations sur le pays d'origine et avec l'appui juridique nécessaire. Les personnes qui n'obtiendront pas l'asile devront quitter le territoire belge.

(*En français*) L'Italie a demandé l'assistance opérationnelle de Frontex. Frontex avait la possibilité d'anticiper une opération conjointe déjà programmée à laquelle sa participation était facultative. Cette option a été retenue: il s'agit de l'opération EPN-HERMES et Extension 2011, prévue du 21 février au 31 mars 2011. Elle comprend un volet surveillance des frontières maritimes et un volet *debriefing et screening*. Il a été demandé à la Belgique de fournir dix experts pour le volet *debriefing et screening*. La police fédérale examine les possibilités dont elle dispose mais elle ne pourrait mobiliser que deux à quatre experts.

(*En néerlandais*) J'espère pouvoir obtenir plus d'informations au travers des discussions avec mes collègues européens jeudi.

04.04 Daphné Dumery (N-VA): Le renforcement de Frontex est une bonne chose selon moi. Nos experts belges seront un plus pour la solidarité européenne et un afflux vers notre pays pourra ainsi être limité. Il faut éviter une répétition de l'épisode grec, avec une remise en cause du Traité de Dublin.

04.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Qu'est-ce qu'un expert en *debriefing et screening*?

04.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Cela concerne l'analyse et le traitement des dossiers. Son travail consiste à vérifier que les demandes peuvent être introduites et de quelle manière. Il ne s'agit pas d'un garde-frontière en tant que tel.

04.07 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Vous n'avez pas parlé de solidarité avec les autres États membres. C'était pourtant un des axes que vous aviez développés pendant la présidence européenne. Vous n'évoquez pas la possibilité de suspendre la Convention de Dublin pendant quelques semaines, le temps que l'Italie se retourne. Enfin, ma dernière question n'a pas eu de réponse: comment la possibilité de demander l'asile sera-t-elle garantie? J'entends souvent qu'une partie des bateaux est refoulée sans *debriefing* ni *screening*. Cela me pose un réel problème si des agents belges sont mêlés à des opérations de la sorte.

04.08 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): J'ai déjà dit que Frontex s'était engagé à respecter certaines obligations, notamment celle de permettre aux gens d'introduire une demande d'asile.

À propos de la solidarité entre États membres, pendant la présidence belge, nous avons plaidé pour un mécanisme d'urgence. Quand un pays doit faire face à des problèmes spécifiques, il pourrait y avoir des suspensions ou d'autres mécanismes. Je ne vous cache pas qu'actuellement ce débat est pollué par la situation de la Grèce vis-à-vis de laquelle les autres pays de l'Union sont réticents.

L'incident est clos.

Le **président**: M. Ducarme n'est pas là pour poser sa question n° 2748. La question n° 2777 de Mme Smeyers est reportée.

05 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'accord entre l'Office des Étrangers et les Frères de la Charité concernant l'accueil en centre fermé de résidents présentant des troubles psychiatriques" (n° 2792)

05.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Le rapport annuel 2009 de l'Office des Étrangers et le site internet de la Congrégation des Frères de la Charité font état d'un accord conclu le 2 octobre 2009 permettant la prise en charge momentanée de certains résidents des centres fermés présentant des troubles psychologiques et psychiatriques.

Certains peuvent, en effet, être pris en charge par un hôpital psychiatrique pour poser un diagnostic, éventuellement entamer un traitement médicamenteux adapté et stabiliser leur état de santé. On examine toujours si l'intéressé est éloignable et dans quelles conditions.

Je me réjouis qu'on prenne enfin en charge de manière un peu plus adaptée les résidents qui présentent des problèmes psychiatriques graves.

Pourriez-vous me donner le texte de cet accord? Combien de résidents ont-ils pu en bénéficier? Combien parmi ceux-ci ont-ils finalement été éloignés ou régularisés sur la base de l'article 9ter?

05.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Le 2 octobre 2009, un contrat a été conclu entre l'Office et les Frères de la Charité. Depuis lors, d'autres contrats similaires ont été conclus avec d'autres institutions (hôpital psychiatrique de Sleidinge, intercommunale des soins spécialisés de Liège, hôpital psychiatrique Sint-Alexius de Grimbergen, centre psychiatrique de Boechout, ISOSL). Nous collaborons avec ces institutions, qui se trouvent à proximité des centres fermés concernés.

Il s'agit de 9 personnes qui ont été accueillies dans les départements psychiatriques aux frais du Fonds européen pour le retour, entre le 2 octobre 2009 et le 16 février 2011. Le nombre total de personnes éloignées était de 6. Le nombre de personnes libérées s'élevait à 3. Les éloignements ont toujours été réalisés avec l'accompagnement nécessaire à bord, selon les besoins du résident concerné (police fédérale assistée d'un membre de l'équipe de soutien social et psychologique; police fédérale accompagnée d'une personne de confiance du centre fermé; etc.). Un éventuel accueil sur place a également été prévu.

Avant que les contrats ne soient conclus avec les centres psychiatriques, des résidents étaient réorientés par l'Office des Étrangers. En moyenne, ces dernières années, six à dix résidents ont ainsi été réorientés chaque année.

05.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je vous ai demandé si on pouvait disposer du texte de cet accord ou du texte-type des accords conclus avec les diverses institutions.

05.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Je n'y suis pas opposé mais ces contrats sont conclus par l'Office avec des institutions extérieures. Il est aussi parfaitement normal de voir d'abord si les contractants privés de ce type de contrats sont d'accord.

05.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Sur neuf personnes prises en charge par le dispositif, une seule est régularisée; parmi les autres, certaines ont eu des titres de séjour mais pas toutes. Pourtant, ces personnes étaient dans une situation médicale grave vu qu'elles ont dû être prises en charge par ce type de structures.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le sommet européen du 24 février 2011 et la position que prendra la Belgique à cette occasion" (n° 2800)

06.01 Daphné Dumery (N-VA): On envisage d'octroyer à la Commission européenne le pouvoir de suspendre – à titre temporaire ou définitif – le traité Dublin II. Ce traité stipule qu'une demande d'asile doit être examinée dans le pays par lequel le demandeur d'asile entre sur le territoire de l'Union européenne. L'harmonisation de la législation sur l'asile dans les États membres devrait être réalisée pour 2012.

Quel est le point de vue du gouvernement en ce qui concerne la suspension provisoire du traité Dublin II et la faisabilité de l'harmonisation d'ici 2012?

06.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La Commission européenne n'obtiendrait pas seule le pouvoir de suspendre Dublin II mais le Conseil et la Commission devraient décider conjointement. Il s'agirait par ailleurs d'une suspension provisoire mais les États membres ne devraient pas pour autant pouvoir se soustraire à leurs responsabilités. Le gouvernement belge peut soutenir l'instauration d'une telle suspension si certaines conditions sont remplies. Il faut notamment un dernier recours lorsque dans une

situation d'asile exceptionnel, un État membre a déjà fourni suffisamment d'efforts et a transposé l'"acquis communautaire".

Il faut en outre prévoir une limitation dans le temps. Par ailleurs, les États membres doivent jouer un rôle important dans le processus décisionnel et la suspension doit être suffisamment étayée.

Le gouvernement belge a toujours été un grand partisan du processus d'harmonisation européenne. Dans le courant de 2008 et de 2009, la Commission européenne a transmis cinq propositions au Conseil et au Parlement en ce qui concerne la directive qualification, la directive procédure, la directive accueil, le règlement Eurodac et le règlement Dublin. Ces propositions visaient à transformer les normes minimales existantes en véritables normes communes. Les propositions se situent dans la phase de négociation au Conseil.

Sous la présidence belge, un premier pas a été franchi sur la voie d'un système européen commun en matière d'asile. Ainsi, le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord sur la directive relative au statut des résidents de longue durée.

La finalisation du système européen commun d'asile est subordonnée à la finalisation des négociations relatives aux directives et aux règlements qui constituent ensemble la législation européenne en matière d'asile. L'échéance de 2012 n'a certainement pas été imposée de façon unilatérale. Il s'agit simplement d'une date sur laquelle tous les États membres se sont accordés dans le cadre du programme de Stockholm, le programme stratégique pluriannuel européen en matière de justice, de liberté et de sécurité. L'une des priorités de la présidence belge consistait à progresser sur la voie de l'harmonisation européenne en matière d'asile.

Le respect des délais sera largement conditionné par l'engagement et les capacités de négociation de la présidence hongroise et des présidences polonaise, danoise et chypriote qui suivront ainsi que par la disponibilité des États membres à conclure des compromis.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la conversion de la mission temporaire Frontex en Grèce en une opération permanente" (n° 2834)

07.01 Daphné Dumery (N-VA): Il me revient que l'actuelle mission temporaire Frontex en Grèce deviendrait une mission semi-permanente à l'avenir. Il en résulterait – malheureusement – que les États membres ne seraient plus tenus d'y contribuer. Ils pourraient envoyer des effectifs sur une base volontaire.

Des projets officiels circulent-ils déjà pour intégrer la mission Frontex à l'opération Poséidon? La Belgique souhaite-t-elle, après une éventuelle transformation, continuer à participer à la mission? Quand la fin de la mission actuelle est-elle prévue? Envisage-t-on, si nécessaire, de reprendre le volet maritime de l'opération Poséidon?

07.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): La décision d'intégrer la mission temporaire Frontex en Grèce au sein des structures semi-permanentes de l'opération Poséidon a été officiellement confirmée au cours du dernier bureau de l'agence (*Frontex Management Board*). Il était logique de mettre fin à ce statut temporaire étant donné qu'une telle mission a toujours pour but d'apporter un appui urgent à un État membre confronté à une situation exceptionnelle. Lorsqu'une situation de ce type s'enlise, d'autres solutions plus structurelles s'imposent.

Si la Belgique tient à faire preuve de solidarité, l'ampleur de notre participation dépendra toutefois de la capacité nationale disponible et de la nature de l'assistance demandée. Le déploiement des *Rapid Border Intervention Teams* en Grèce prendra fin le 3 mars 2011. Il ressort d'entretiens préparatoires que la partie maritime de l'opération Poséidon sera relancée.

L'incident est clos.

08 Question de M. Bert Schoofs à la ministre de l'Intérieur sur "la fraude relative à l'asile pour raisons médicales" (n° 2859)

08.01 Bert Schoofs (VB): Le bourgmestre CD&V de ma commune a proposé de soumettre les demandeurs d'asile à un examen médical obligatoire. Beaucoup d'entre eux invoquent en effet des raisons médicales et le bourgmestre estime que la fraude est trop aisée. À ce jour, la loi ne prévoit pas d'examen médical obligatoire.

La ministre est-elle disposée à imposer cet examen aux demandeurs d'asile par le biais d'une loi ou d'un arrêté royal?

08.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'asile ne peut être accordé pour des raisons médicales, en revanche, la régularisation pour motifs humanitaires est possible. Ce statut étant différent, la procédure l'est aussi.

La loi portant des dispositions diverses du 29 décembre 2010 a fondamentalement modifié l'article relatif à la régularisation médicale, précisément pour prévenir les abus. Aujourd'hui, le demandeur doit obligatoirement produire un certificat médical standard. Si la demande est recevable, les médecins de l'Office des Étrangers procèdent à une évaluation médicale. Ils peuvent également prescrire un examen clinique à l'intéressé qui, s'il ne s'y soumet pas, voit sa demande rejetée. Cet examen n'est pratiqué que s'il semble utile ou si les informations médicales communiquées par le demandeur suscitent des doutes. L'examen de contrôle automatique et obligatoire est un gaspillage si la demande est clairement justifiée et s'accompagne de preuves concluantes.

La modification de l'article de la loi constitue une amélioration notable parce que le certificat médical exigé doit mentionner, sous peine d'irrecevabilité, la nature de la maladie, mais aussi sa sévérité et le traitement considéré comme nécessaire.

Il ne me semble pas opportun pour le moment de définir un nouveau cadre légal pour l'examen médical obligatoire.

08.03 Bert Schoofs (VB): Le secrétaire d'État dit constater une amélioration depuis la loi du 29 décembre 2010 mais le règlement présente des zones d'ombre. Certains médecins, de mauvaise foi, se spécialisent dans la délivrance d'attestations médicales. Le nombre de personnes présentant des attestations est en effet particulièrement élevé.

L'incident est clos.

09 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le regroupement familial en faveur d'ascendants à charge" (n° 2887)

09.01 Theo Francken (N-VA): Contrôle-t-on suffisamment si, dans le cas d'un regroupement familial avec des ascendants, ces ascendants ont certains avoirs ou revenus dans le pays d'origine? Je rappelle en effet qu'ils doivent obligatoirement être insolvables, la conséquence de leur insolvabilité étant qu'en Belgique, ils sont à charge de leurs enfants ou petits-enfants.

Combien de regroupements familiaux avec des ascendants y a-t-il eu depuis 2000? Le secrétaire d'État surveillera-t-il davantage les fraudes éventuelles en contrôlant par exemple les cas de personnes séjournant très longtemps dans le pays d'origine ou ayant des factures de téléphone très élevées à payer?

Une collaboration avec nos ambassades en Turquie et au Maroc, notamment, a-t-elle été mise en place pour ces investigations spécifiques? Une possibilité subsiste-t-elle, dans le cadre des accords bilatéraux, de pouvoir procéder à un regroupement familial avec des ascendants de Marocains, Turcs, Algériens et Tunisiens ainsi qu'avec des ascendants de ressortissants de pays de l'ex-Yougoslavie séjournant en Belgique? Combien de fois cette possibilité a-t-elle été utilisée depuis 2005? La condition liée au fait d'être à charge est-elle également d'application dans ces situations? Le secrétaire d'État contrôlera-t-il aussi plus strictement les fraudes commises dans ces cas spécifiques?

09.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je transmettrai par écrit à l'auteur de la question les statistiques relatives au regroupement familial. Elles sont disponibles depuis 2008. Seules les données d'avril à décembre ont été prises en considération cette année-là mais, grâce à des extrapolations, on estime à 501 le nombre des regroupements familiaux avec un ressortissant de l'Union européenne et à 2 117 ceux avec un citoyen belge.

Il n'existe pas de procédure de contrôle systématique ni de coopération entre l'Office des Étrangers et les ambassades. Les autorités belges ont déjà pris des mesures pour rechercher les actifs d'ascendants à l'étranger. Les abus seraient principalement localisés en Turquie et au Maroc. Le Bureau de recherches de l'Office des Étrangers a déjà reçu des signalements qui démontrent que certains étrangers étaient propriétaires de biens immobiliers dans leur pays natal, mais l'Office des Étrangers n'est pas informé de suites judiciaires réservées à cette fraude sociale.

Les personnes qui bénéficient de l'aide des CPAS et constituent une charge excessive pour le régime de l'aide sociale au sens des articles 42^{ter} et 42^{quater} de la loi sur les étrangers doivent être déchues du droit de séjour. L'Office des Étrangers s'est dès lors attelé à un accès plus facile à la Banque-Carrefour. La possibilité de refuser le droit à l'aide du CPAS aux ressortissants de l'Union européenne et à leur famille au cours des trois premiers mois de leur séjour est également à l'examen.

Les accords bilatéraux autorisent uniquement le regroupement familial avec des ascendants en Belgique. En 2008, cinq ascendants turcs ont été dénombrés, aucun en 2009 et 2010.

09.03 Theo Francken (N-VA): Lors d'une demande de regroupement familial pour les ascendants, il pourrait être utile de renforcer les contrôles par l'intermédiaire des ambassades et du protocole de collaboration.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Catherine Fonck au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'éloignement des personnes en séjour illégal des centres fermés" (n° 2888)

10.01 Catherine Fonck (cdH): Les détenus en séjour illégal et condamnés à une peine de prison arrivée à échéance sont-ils éloignés directement depuis les établissements pénitentiaires ou sont-ils transférés en centre fermé?

Si un retour sous escorte doit être mis en place, comment se déroule-t-il et dans quel délai?

En cas de faits de violence en centre fermé, l'auteur est-il livré à la justice ou reste-t-il en centre fermé?

En cas de faits de violence pendant le trajet entre le centre fermé et l'aéroport, l'auteur est-il livré à la Justice ou retourne-t-il en centre fermé?

10.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): La situation idéale, à laquelle je travaille avec le ministre de la Justice, serait que les détenus soient directement éloignés depuis la prison après avoir purgé leur peine. L'an dernier, les établissements pénitentiaires ont refusé de maintenir une centaine de personnes en détention au-delà de leur peine en vue d'un éloignement direct à partir des prisons. Actuellement, ces personnes sont transférées en centre fermé, ce qui cause de nombreuses difficultés, parmi lesquelles leur transfert par le corps de sécurité.

Cinq semaines sont nécessaires pour obtenir une escorte, durant lesquelles la personne reste en centre fermé. Ce délai est trop long; je vais interpeller la ministre de l'Intérieur qui, je suppose, mettra tout en œuvre pour le réduire.

Les faits de violence sont inacceptables; il ne m'appartient cependant pas d'en poursuivre les auteurs ni de les condamner. Les auteurs des faits intervenus à Steenokkerzeel ont heureusement été arrêtés par la police; la suite relève des parquets et des juges. J'interpellerai le ministre de la Justice, afin qu'il sensibilise le Collège des procureurs généraux à ces faits intolérables.

10.03 Catherine Fonck (cdH): Vous montrez une attitude volontariste dans l'application et l'effectivité des décisions d'éloignement, ainsi que pour tenter de résoudre les difficultés rencontrées par le personnel des centres fermés. Il est important que les ministres concernés, de la Justice et de l'Intérieur, prennent et assument leurs responsabilités en vue de davantage d'efficacité.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **M. Theo Francken** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les émeutes au centre 127bis à Steenokkerzeel et en particulier dans l'enceinte même de ce centre" (n° 2900)

- **Mme Karin Temmerman** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les émeutes et l'incendie dans le centre 127bis" (n° 2928)

- **M. Rachid Madrane** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les incidents survenus au centre 127bis ce dimanche 20 février et les conditions de détention au sein de ce centre" (n° 2935)

- **Mme Jacqueline Galant** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les vives tensions qui ont eu lieu au centre 127bis le 20 février 2011" (n° 2946)

11.01 Theo Francken (N-VA): De graves émeutes ont éclaté dimanche dernier au centre fermé 127bis de Steenokkerzeel. Des manifestants de Voix sans Frontières auraient fait du grabuge dans le bâtiment et un incendie se serait déclaré, rendant une partie du bâtiment inhabitable.

À mon avis, il s'agit de 100 à 150 anarchistes qui n'ont cessé d'ébranler des institutions pour servir leur philosophie de frontières ouvertes.

Le secrétaire d'État peut-il nous donner davantage de détails sur la grève de la faim entamée par plusieurs personnes enfermées dans le centre ainsi que sur l'incident ayant impliqué un Égyptien?

Quelles règles s'appliquent à l'utilisation des GSM dans les centres fermés?

Le secrétaire d'État peut-il décrire les faits qui se sont déroulés le 20 février? Dans quelle mesure cet incident met-il à mal le fonctionnement du centre fermé?

11.02 Rachid Madrane (PS): Les incidents survenus au centre 127bis, et les revendications des détenus de ce centre, semblent confirmer que les conditions d'accueil n'y seraient pas satisfaisantes. Le médiateur fédéral avait mis en évidence des carences liées aux conditions de détention du centre INAD et des différences de régime de détention par rapport à d'autres centres.

Depuis la parution du rapport du médiateur en juin 2009, quelles mesures ont été prises pour améliorer les conditions de détention au centre INAD? Comment comptez-vous améliorer les conditions de séjour des personnes en attente d'expulsion?

Il semble aussi que des questions se posent non seulement au sujet des conditions de détention mais aussi du comportement de certains agents. Quelle est l'attitude des travailleurs de ces centres à l'égard des gens enfermés en attente d'être expulsés? La Belgique n'a pas l'habitude de maltraiter les gens en transit ou en voie d'expulsion.

11.03 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le dimanche 20 février 2011, environ 40 membres de l'association Voix sans Frontières ont manifesté devant le centre de rapatriement 127bis. Très rapidement, quelques manifestants ont donné des coups de pied dans les grilles, à la suite de quoi les hommes hébergés dans l'une des ailes du bâtiment ont commencé à frapper sur les fenêtres et des émeutes ont débuté dans les autres sections abritant des hommes, occasionnant des destructions et un incendie. Les occupants ont été évacués et après la police, les pompiers ont également été alertés. Le personnel a réussi à éteindre l'incendie et la police a sorti les occupants un par un. 42 résidents ont été transférés vers d'autres

centres, les autres vers le bâtiment intermédiaire. Une personne a réussi à s'échapper avec l'aide des manifestants. Le 21 février 2011, le centre hébergeait 58 personnes.

(*En français*) Deux ailes pour 80 personnes seront inutilisables pendant quatre mois. Il est envisagé de porter plainte contre les résidents responsables des dégâts et la personne qui a déclaré que les résidents étaient maltraités.

Par ailleurs, je compte me concerter avec les ministres de l'Intérieur et de la Justice à propos des manifestations devant les centres fermés, d'interventions rapides de la police et de suivi des résidents responsables d'actes de vandalisme ou de personnes qui viennent les "exciter" – ici, la manifestation devant le centre a véritablement "excité" les résidents.

L'utilisation de GSM par les résidents du centre a été autorisée sur recommandation des médiateurs fédéraux. Auparavant, ils pouvaient utiliser des téléphones à cartes.

Les premières actions en vue du remplacement du centre de transit 127 et du centre INAD à l'aéroport national ont été entreprises dès 2007. Le nouveau centre se situe à proximité du centre de rapatriement et, grâce à une structure plus adaptée, jouit de meilleures conditions. Les travaux ont débuté le 2 juin 2009 et la réception du nouveau centre a eu lieu le 22 septembre 2010. Les dernières adaptations sont en cours. Entre-temps, tout a été mis en œuvre pour assurer le déménagement vers le nouveau centre.

Le degré d'occupation des autres centres est le suivant: Bruges: 97 places sur 112 disponibles; Merksplas: 123 sur 131; Vottem: 128 sur 140 et Steenokkerzeel: 64 pour 60 places disponibles.

Il y avait une manifestation devant le centre. Il y a eu le feu dans une des deux ailes; les deux ailes ont été saccagées. Il y a eu une évasion, mais pas de blessés et tout est rentré dans le calme. Tout le monde avait pu être transféré vers d'autres centres fermés.

Je trouve ce type d'actions inacceptable, mais il faut aussi reconnaître quand les choses ne se passent pas trop mal. Il faut souligner l'action de la police et du personnel du centre à cette occasion.

Pour le personnel des centres fermés, ce n'est pas facile. Ce personnel ne vit pas en vase clos, mais est évalué par des commissions – nationales et internationales. Le type d'agissements dénoncé n'a jamais été repris dans ces différents rapports.

Les centres fermés peuvent certainement mieux fonctionner, et il faut les améliorer. Mais en même temps, lancer des informations sans fondement, sans plaintes, non relayées par les rapports, cela n'aide pas à faciliter un travail déjà pas simple mais que le personnel essaie de faire le plus correctement possible.

11.04 Theo Francken (N-VA): Ce groupe d'anarchistes d'extrême gauche prétend que les sévices dont a été victime un Égyptien sont à l'origine de leur action. Qu'en est-il?

Le secrétaire d'État ne voit aucune raison de modifier la politique en matière de GSM. À mon estime, ce GSM était précisément à l'origine du problème. Ils se téléphonent constamment. Ces *no-border networks* sont en contact avec ces illégaux par l'intermédiaire des lobbys d'avocats et ils se sont mutuellement incités à agir.

La Sûreté de l'État s'occupe-t-elle de ce groupe? Était-elle informée de cette action? Ces personnes sont-elles suivies? La semaine prochaine, elles pourraient protester devant les portes d'un autre centre. Leur objectif est la mise en œuvre d'une politique d'ouverture des frontières ouvertes et le saccage des centres. Le secrétaire d'État se concertera-t-il avec le ministre Turtelboom?

Le ministre pourrait-il rappeler la capacité actuelle des centres?

11.05 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agit de 112 places à Bruges, de 123 places à Merksplas, de 140 places à Vottem et de 60 places à Steenokkerzeel.

11.06 Theo Francken (N-VA): Quels étaient les autres chiffres cités par le secrétaire d'État?

11.07 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il était question du taux d'occupation. À Bruges, il est actuellement de 97 pour une capacité de 112. La capacité normale de Steenokkerzeel est de 127 mais elle est aujourd'hui réduite à 60 puisque deux ailes sont hors d'usage. À Merksplas, 123 des 131 places disponibles sont occupées, à Vottem 128 sur 140. Nous sommes à la limite de notre capacité depuis la perte de 60 places à Steenokkerzeel.

La maltraitance d'un Égyptien est contestée. Il aurait déchiré son T-shirt de sa propre initiative et n'aurait subi aucune violence de la part du personnel.

11.08 Rachid Madrane (PS): N'y aurait-il pas un effort à faire au niveau de la formation du personnel? Qu'en est-il de la fameuse technique du matelas? S'intéresse-t-on à ce réfugié qui sera expulsé dans les prochains jours et à sa plainte?

Il serait intéressant que nous allions visiter les centres en compagnie du secrétaire d'État.

11.09 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Pour ma part, je les ai tous vus. C'est intéressant!

11.10 Rachid Madrane (PS): J'étais heureux de voir notre secrétaire d'État sur place.

Que puis-je dire à ceux qui nous disent qu'on ne s'occupe pas de ces gens?

11.11 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): On peut introduire des recours à la commission des plaintes. Il y a également des recours possibles contre l'éloignement.

Concernant la formation, j'avais demandé s'il y avait eu un soutien psychologique aux gardiens. Du personnel de renfort a été mis à disposition dimanche.

11.12 Theo Francken (N-VA): Je soutiens la demande de visite du centre d'asile. Lors de ma visite à Steenokkerzeel et Zaventem en août 2010, j'ai été impressionné par le très grand professionnalisme et la motivation du personnel.

11.13 Rachid Madrane (PS): La visite du centre 127bis, dont nous trouvons que le personnel fait du bon travail, permettrait aux parlementaires, encore garants de la légitimité populaire, de garder un regard sur ce qui est fait. La manière dont le secrétaire d'État a géré ce dossier extrêmement difficile nous honore. J'aimerais qu'en matière d'accueil, on affiche à l'avenir la même prudence qu'aujourd'hui.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 19.

De vergadering wordt geopend om 15.34 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van mevrouw Annick Ponthier aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het terugsturen van asielzoekers naar Griekenland" (nr. 2457)

01.01 Annick Ponthier (VB): Volgens een arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens mogen asielzoekers niet meer teruggestuurd worden naar Griekenland, omdat ze daar niet menswaardig behandeld zouden worden. De Conventie van Dublin bepaalt nochtans dat een asielaanvraag moet worden behandeld in de eerste Schengen-lidstaat die de asielzoeker betreedt. Voor asielzoekers uit Azië gaat het daarbij zeer vaak om Griekenland.

Het arrest houdt in dat de Belgische Staat wordt opgezegd met extra kosten voor de opvolging van die asielzoekers. Wat betekent dat financieel voor ons land? Zal de Belgische Staat die extra kosten trachten te verhalen op Griekenland? Zullen we dus de Griekse Staat aansprakelijk stellen voor het feit dat geen toepassing kan worden gegeven aan de Conventie van Dublin?

01.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Aangezien de uitspraak zeer recent is, kunnen we de financiële weerslag voor België nog niet ramen. Op Europees niveau vragen wij en andere lidstaten om zo snel mogelijk vooruitgang te boeken in het Griekse actieplan, want het arrest heeft verstrekkende implicaties voor een hele reeks van landen uit de Schengen-regio. We willen daarom zo snel mogelijk een asielsysteem en opvangnetwerk georganiseerd zien in Griekenland.

Ik zal de Europese Commissie en het Hongaarse voorzitterschap ook aanschrijven over mijn bezorgdheid over deze kwestie. De overheid volgt dit dossier nauw op en onderzoekt welk standpunt zal worden ingenomen ten aanzien van Griekenland. Tijdens het Belgische voorzitterschap heb ik systematisch aandacht gevraagd voor de Griekse vorderingen in dit dossier.

01.03 **Annick Ponthier** (VB): Ik hoop dat de minister verder gaat met zijn concrete aanbevelingen en dat hij druk zal blijven uitoefenen. Hij blijkt onze bezorgdheid te delen. Op de financiële implicaties zullen we dus later moeten terugkomen.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de regularisatie van criminelen" (nr. 2716)**

02.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): Het Alexis-akkoord, dat de regularisatie regelde in de periode van 15 september tot 15 december 2009, zegt dat de instructie niet van toepassing is op personen die een actueel gevaar vormen voor de openbare orde of nationale veiligheid. Aan deze begrippen gaf het kabinet een interpretatie die aan de Dienst Vreemdelingenzaken werd meegedeeld. Nochtans had de staatssecretaris op 24 november aan de Kamer gezegd dat er geen criterium en geen richtlijnen zijn over het begrip 'openbare orde'.

Kan hij dat begrip nu dan wel duidelijk omschrijven? Welke misdrijven worden beschouwd als een schending van de openbare orde? Is de duur van de celstraf misschien een maatstaf? Wordt rekening gehouden met de gezinssituatie?

02.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Mevrouw Smeyers stelt me een vraag, maar wacht mijn antwoord niet af om hierover al van gedachten te wisselen met de journalisten. Dat is een vreemde manier van werken die ik betreur. Vindt zij het debat in het Parlement dan overbodig?

Het zal mevrouw Smeyers misschien verwonderen, maar de administratie is verplicht om een aantal regels te volgen, zoals de rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV) en verschillende internationale verdragen. Mevrouw Smeyers refereert dan wel aan vroegere, strengere regeringsbeslissingen, maar vergeet toevallig wel te vermelden dat verschillende van die beslissingen geannuleerd werden door de RVV. Ze vergeet ook te zeggen dat die regeringen ook mensen met zware veroordelingen hebben genaturaliseerd die nu niet langer naturaliseerbaar zijn.

Ik heb mijn administratie gezegd dat ze elk dossier goed moet bestuderen om het op een efficiënte manier te behandelen, met respect voor de proportionaliteit. Het is correct dat bepaalde veroordelingen proportioneel zwaar genoeg zijn om te besluiten dat die persoon nooit meer voor naturalisatie in aanmerking kan komen. De administratie beoordeelt deze proportionaliteit. Als zij oordeelt dat de veroordeling niet zwaar genoeg weegt, wil dit nog niet zeggen dat die personen ook geregulariseerd zijn.

Als de RVV of de Raad van State een beslissing annuleert, moet dit dossier opnieuw worden behandeld door de administratie. Dat is geen efficiënte manier van werken. Een grondige analyse van het dossier en respect voor de regels kunnen deze inefficiëntie voorkomen.

Artikel 8 van het EVRM is natuurlijk van toepassing: de situatie van een geïsoleerd geval of de situatie van hun familie is verschillend. De proportionaliteitstoetsing door de administratie verloopt dan anders. Dat zijn nu eenmaal de internationale regels die wij mee ondertekend hebben. Is mevrouw Smeyers het daar niet mee eens misschien?

Mevrouw Smeyers heeft vanochtend verklaard dat de regularisatiecampagne van 1999 strenger was, maar ook die campagne stelde dat de proportionaliteit geval per geval bekeken moest worden. Ze vergeet te vermelden dat meer dan 700 dossiers werden geannuleerd op basis van te weinig proportionaliteit, en dat 'genocidair' toen nog wel werden geregulariseerd. Dat is nu niet langer mogelijk.

02.03 Sarah Smeyers (N-VA): De staatssecretaris betreurt dat ik zijn antwoord niet afwacht, maar ik heb hem deze vraag al drie keer gesteld. Hij heeft toen niet eens gezegd dat er een instructienota bestond. Ook nu weer goochelt hij met internationale regels en artikels, maar dit systeem is uniek in Europa. Hij beschikt wel over de discretionaire bevoegdheid. Hij beslist.

De staatssecretaris heeft het woord proportionaliteit vijf keer in de mond genomen. In de nota staat dat personen die een ander feit hebben gepleegd dan terrorisme, misdrijf tegen de menselijkheid, moord, pedofilie, mensenhandel, verkrachting en poging tot verkrachting, en die niet meer dan 18 maanden effectieve celstraf hebben gekregen, toch kunnen worden geregulariseerd. Bij mensen met een gezin wordt die effectieve celstraf nog eens verhoogd tot 24 maanden. Personen die hun straf vijf jaar geleden hebben uitgezeten, worden ook niet uitgesloten. Volgens mij is de proportionaliteit dan volledig zoek.

Ik zal de commissievoorzitter in een brief om een hoorzitting vragen met directeur-generaal Roosemont. Het Parlement heeft het recht om te weten hoeveel criminelen er op basis van die nota zijn geregulariseerd. Het ergste is dat het Parlement hier zelfs nooit over heeft gestemd. Dit werd door de strot geduwd van CD&V, Open Vld en alle Vlamingen. Geen enkele Vlaming tolereert nog de regularisatie van criminelen in ruil voor een zogenaamde verstrenging van de gezinshereniging. Wisten de Vlaamse ministers wel waar de staatssecretaris mee bezig was?

Ik duld het niet dat de staatssecretaris zegt dat wij intellectueel oneerlijk zijn. Deze nota is intellectueel oneerlijk. Ik begrijp niet dat hij zo laks omgaat met de Belgische nationaliteitsregel.

02.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Dat heeft niets met nationaliteit te maken.

02.05 Sarah Smeyers (N-VA): Het belonen van mensen die jarenlang in de illegaliteit hebben geleefd en het regulariseren van mensen met een strafblad: dat is gewoon onaanvaardbaar.

02.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): We moeten de rechtspraak van de RVV toepassen. Als ik de redenering van mevrouw Smeyers volg, moet ik beslissingen nemen waarvan ik weet dat ze zullen worden geannuleerd. Als ik weiger om iemand te regulariseren op basis van de openbare orde en ik motiveer dat slecht, dan zal de beslissing worden geannuleerd door de RVV of de Raad van State.

Mevrouw Smeyers probeert de indruk te wekken dat wij de regels niet hoeven te respecteren.

02.07 Sarah Smeyers (N-VA): De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelt over de vorm van de motivering en niet over de grond van de zaak. Over de grond van de zaak oordeelt de Dienst Vreemdelingenzaken, die de bewuste instructies heeft gekregen van de staatssecretaris. Ik heb nog altijd vragen bij de maatschappelijke meerwaarde van deze instructies.

02.08 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): Uit een advies van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen blijkt dat er in sommige gevallen een afweging moet worden gemaakt tussen de persoonlijke en familiale rechten van betrokkene, enerzijds, en de vrijwaring van de openbare orde, anderzijds.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de uitwijzing van een Afghaanse kandidaat-vluchteling naar Hongarije" (nr. 2734)

03.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): De Belgische Staat werd zopas door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens veroordeeld omdat hij een kandidaat-vluchteling naar Griekenland had teruggestuurd, waar zijn fundamentele rechten niet gewaarborgd waren.

De situatie in Hongarije – waar kandidaat-vluchtelingen vaak worden mishandeld – is vergelijkbaar. In heel wat rapporten, onder meer van UNHCR en van het Comité voor de Preventie van Foltering en Onmenselijke of Vernederende Behandeling of Bestrafing, wordt hiervan gewag gemaakt.

Ik heb vernomen dat ons land in januari geprobeerd heeft een Afghaanse kandidaat-vluchteling uit te wijzen naar Hongarije, waar hij al had vastgezet en was mishandeld.

Moet de Dienst Vreemdelingenzaken niet dringend worden gevraagd voor de Afghaanse kandidaat-vluchtelingen de soevereiniteitsclausule toe te passen en België – in het kader van de Dublin II-verordening – verantwoordelijk te verklaren voor de behandeling van deze asielaanvragen?

Heeft u bij uw Hongaarse collega aangedrongen op een verbetering van het Hongaarse opvangbeleid?

Gaat u na of Hongarije kandidaat-vluchtelingen bescherming waarborgt vooraleer u beslist ze uit te wijzen?

03.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Het klopt dat we recentelijk werden veroordeeld door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. Het Hof vraagt ons land om een grotere waakzaamheid met betrekking tot mogelijke schendingen van artikel 3 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens in het geval van een overbrenging. Dat risico zal onderzocht worden, inclusief voor alle overbrengingen naar Hongarije. Als er een schending dreigt, zullen we de soevereiniteitsclausule toepassen, ongeacht de nationaliteit van de betrokken persoon.

Op grond van onze inlichtingen kunnen we niet besluiten dat de situatie in Hongarije dezelfde is als in Griekenland, noch dat de Hongaarse overheid Afghanen systematisch naar hun land van herkomst terugstuurt. Een systematische toepassing van de soevereiniteitsclausule is dus niet aan de orde. In het laatste kwartaal van 2010 was bijna 45 procent van de beslissingen met betrekking tot Afghaanse staatsburgers gunstig. Tijdens het hele Belgische voorzitterschap heb ik bij mijn Europese collega's aangedrongen op een verbetering van de gemeenschappelijk asielregeling.

Ik kan alleen zeker zijn dat een persoon de nodige bescherming krijgt door zijn asielaanvraag in België te behandelen. We zullen de situatie aandachtig bekijken, teneinde uit te maken of artikel 3 al dan niet geschonden wordt.

03.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Het is van belang dat er verder druk wordt uitgeoefend. Uit diverse rapporten blijkt dat UNHCR zich nog altijd zorgen maakt over die centra waar de asielzoekers geen menswaardige behandeling krijgen.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Daphné Dumery** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestroom van Tunesische vluchtelingen in Italië" (nr. 2743)
- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de vlucht van Tunesiërs naar Italië en de EU" (nr. 2831)
- mevrouw **Zoé Genot** aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de toestroom van Tunesiërs in Europa en de actie van Frontex" (nr. 2858)

04.01 **Daphné Dumery** (*N-VA*): Wat is de inhoud van het gesprek dat de Italiaanse regering met de Europese Unie heeft gehad over het versterken van Frontex naar aanleiding van het toestromen van Tunesische vluchtelingen in Lampedusa? Is België bereid om, wanneer hierom zou worden gevraagd, aan de internationale Frontex-missie in Italië deel te nemen? Verbinden we daar voorwaarden aan? Komen er ook in ons land abnormaal veel Tunesische vluchtelingen toe?

04.02 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): De toestand in Tunesië is nog erg instabiel en heel wat mensen willen elders hun toekomst uitbouwen. Ook het bloedbad in Libië dreigt een groot aantal mensen het land uit te jagen. Duizenden Tunesiërs zijn aangekomen in Italië, dat Europa om hulp heeft gevraagd. Ook Malta maakt

zich grote zorgen. Tijdens het Belgische voorzitterschap werd er gepraat over de noodzaak om beetje bij beetje solidariteitsregelingen tot stand te brengen tussen de lidstaten, wanneer een lidstaat geconfronteerd wordt met een belangrijke toestroom. Het is immers erg moeilijk de komst van duizenden personen tegelijk in goede banen te leiden.

Hoe staat het met die solidariteit? Hoeveel personen hebben we in 2010 naar Italië teruggestuurd? Blijven we asielzoekers terugsturen naar Italië, nu dat land een opvangcrisis doormaakt?

Frontex, het Europees Agentschap voor het beheer van de operationele samenwerking aan de buitengrenzen, wordt binnen enkele dagen operationeel en zal proberen de Tunesiërs te ontraden de oversteek te wagen.

Zal België meewerken aan deze operatie in de Middellandse Zee? Hoe zal erop worden toegezien dat die personen daadwerkelijk een asielaanvraag kunnen indienen? Niet elke asielaanvraag wordt immers ten gronde onderzocht, en dit fundamentele recht is dus niet voor iedereen gewaarborgd.

De **voorzitter**: Mevrouw Colen is er niet om haar vraag over hetzelfde onderwerp te stellen. De vraag vervalt.

04.03 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Het researchteam van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen volgt de situatie in Tunesië en Egypte op de voet.

De situatie in deze landen is ook van belang bij de behandeling van de hangende asielaanvragen, ook al is het aantal aanvragen uit die landen bij ons altijd laag geweest. Nu is er wel een lichte stijging. De asieldiensten monitoren dagelijks de instroom. Als het asielzoekers betreft die de Europese Unie via Lampedusa zijn binnengekomen, kan de Dienst Vreemdelingenzaken hen terugsturen naar Italië. In 2010 zijn er zo 158 personen naar Italië teruggestuurd in het kader van het Verdrag van Dublin. Het valt af te wachten of de asielzoekers die nu toekomen in Lampedusa, effectief zullen doorstromen naar West-Europa.

Bij een aanhoudende verhoogde instroom van personen uit Tunesië en Egypte zal het CGVS de asielaanvragen via een bijzondere actie snel behandelen. Daarbij zal men nagaan of er daadwerkelijk nood aan bescherming is. Dat zal individueel, nauwgezet en met de nodige *Country of Origin Information* en juridische ondersteuning gebeuren. Wie geen asiel krijgt, zal het Belgische grondgebied moeten verlaten.

(*Frans*) Italië heeft operationele bijstand van Frontex gevraagd. Frontex had de mogelijkheid om een reeds geplande gezamenlijke operatie – waarbij de deelname van Italië facultatief was – te vervroegen en dat is ook gebeurd: het gaat om de operatie EPN-HERMES en Extension 2011 die zou plaatsvinden van 21 februari tot 31 maart 2011. Ze bestaat uit de bewaking van de zeegrenzen, enerzijds, en debriefing en screening, anderzijds. Er werd België om tien deskundigen gevraagd voor de debriefing en screening. De federale politie gaat nog na wat er mogelijk is, maar vermoedelijk zullen slechts twee tot vier deskundigen ter beschikking kunnen worden gesteld.

(*Nederlands*) Ik hoop dat ik uit de gesprekken met mijn Europese collega's donderdag meer informatie zal kunnen puren.

04.04 **Daphné Dumery** (N-VA): Ik vind het een goede zaak dat Frontex wordt versterkt. Onze Belgische experts zullen de Europese solidariteit ten goede komen. Zo blijft de doorstroming naar ons land beperkt. We mogen niet in het Griekse verhaal belanden, waarbij Dublin op losse schroeven komt te staan.

04.05 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Wat doet zo'n expert in debriefing en screening?

04.06 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Die is belast met de analyse en de behandeling van de dossiers. Zijn taak bestaat erin na te gaan of de aanvragen kunnen worden ingediend en hoe dat moet gebeuren. Hij is niet zomaar een grenswachter.

04.07 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): U hebt het niet gehad over solidariteit met de andere lidstaten. Dat was nochtans een van de krachtlijnen die u tijdens het Europese voorzitterschap hebt uitgezet. U vermeldt evenmin de mogelijkheid om de Conventie van Dublin gedurende enkele weken op te schorten, zodat Italië de nodige maatregelen kan nemen. Tot slot heb ik geen antwoord gekregen op mijn laatste vraag: hoe zal men garanderen dat de betrokkenen asiel kunnen aanvragen? Ik hoor vaak dat een deel van de boten

gewoon wordt teruggestuurd, zonder enige debriefing of screening. Als Belgische agenten bij zulke operaties betrokken zijn, dan heb ik het daar echt moeilijk mee.

04.08 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Ik heb reeds gezegd dat Frontex zich ertoe had verbonden bepaalde verplichtingen na te komen, met name de verplichting om die mensen de kans te geven om een asielaanvraag in te dienen.

Wat de solidariteit tussen de lidstaten betreft, hebben we tijdens het Belgische voorzitterschap gepleit voor de invoering van een urgentiemechanisme. Als een land met specifieke problemen te maken krijgt, zouden er opschortingen kunnen worden toegestaan of andere mechanismen in werking worden gesteld. Ik verheer u niet dat dit debat momenteel wordt vertroebeld door de situatie in Griekenland, die maakt dat de andere Europese lidstaten terughoudend zijn.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Ducarme is er niet om zijn vraag nr. 2748 te stellen. Vraag nr. 2777 van mevrouw Smeyers wordt uitgesteld.

05 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het akkoord tussen de Dienst Vreemdelingenzaken en de Broeders van Liefde inzake de opvang van personen met psychische problemen die in een gesloten centrum verblijven" (nr. 2792)

05.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): In het jaarverslag 2009 van de Dienst Vreemdelingenzaken en op de website van de congregatie van de Broeders van Liefde wordt er gewag gemaakt van een overeenkomst die op 2 oktober 2009 werd gesloten en op basis waarvan bepaalde bewoners die in een gesloten centrum verblijven en psychologische of psychiatrische problemen vertonen, tijdelijk kunnen worden opgenomen.

Sommigen kunnen in een psychiatrisch ziekenhuis worden opgenomen om een diagnose te stellen, zo nodig een aangepaste medicamenteuze behandeling op te starten en hun aandoening te stabiliseren. Daarbij wordt steeds nagegaan of de betrokkene verwijderd kan worden en zo ja, onder welke omstandigheden.

Het verheugt me dat de bewoners met ernstige psychiatrische problemen eindelijk iets adequatere zorg krijgen.

Zou u mij die overeenkomst kunnen bezorgen? Hoeveel bewoners werden op grond van die overeenkomst tijdelijk opgenomen? Hoeveel van hen werden uiteindelijk verwijderd of geregulariseerd op grond van artikel 9ter?

05.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Op 2 oktober 2009 heeft de Dienst Vreemdelingenzaken een overeenkomst gesloten met de Broeders van Liefde. Naderhand werden er andere soortgelijke overeenkomsten gesloten met andere instellingen (het Psychiatrisch Centrum Sleidinge, de *Intercommunale de Soins Spécialisés de Liège*, het Psychiatrisch Ziekenhuis Sint-Alexius Grimbergen, en het Psychiatrisch Centrum Broeders Alexianen te Boechout). We werken samen met die instellingen, die dichtbij de betrokken gesloten centra gelegen zijn.

Tussen 2 oktober 2009 en 16 februari 2011 werden er 9 personen in de psychiatrische afdelingen opgevangen, op kosten van het Europees Terugkeerfonds. In totaal werden er 6 personen verwijderd; 3 personen werden in vrijheid gesteld. Bij de verwijderingen werd steeds voorzien in de nodige begeleiding aan boord, afhankelijk van de behoeften van de betrokken bewoner (federale politie met de steun van een lid van het maatschappelijk en psychologisch ondersteuningsteam; federale politie samen met een vertrouwenspersoon van het gesloten centrum, enz.). Er werd zo nodig ook voor opvang ter plaatse gezorgd.

Toen er nog geen overeenkomsten met de psychiatrische centra waren gesloten, werden personen die in een gesloten centrum verblijven door de Dienst Vreemdelingenzaken doorverwezen. De jongste jaren werden er elk jaar gemiddeld zes à tien bewoners doorverwezen.

05.03 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Ik vroeg u of de tekst van deze overeenkomst of de standaardtekst van de

overeenkomsten die met de diverse instellingen werden gesloten, kon worden bezorgd.

05.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Ik heb daar geen bezwaar tegen, maar deze overeenkomsten werden door de Dienst Vreemdelingenzaken gesloten met externe instellingen. Het is dan ook volkomen logisch dat eerst wordt nagegaan of de betrokken privécontractanten het daar mee eens zijn.

05.05 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Slechts één van de 9 personen die werden opgenomen, werd geregulariseerd. Sommige anderen kregen een verblijfsvergunning, maar niet allemaal. De gezondheidstoestand van deze personen was evenwel ernstig. Daarom werden zij immers in dit soort instellingen opgevangen.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de EU-top van 24 februari 2011 en het standpunt dat België op deze top zal innemen" (nr. 2800)**

06.01 **Daphné Dumery** (*N-VA*): Er wordt aan gedacht om de Europese Commissie de bevoegdheid te geven om het Dublin II-verdrag – al dan niet tijdelijk – op te schorten. Dit verdrag bepaalt dat een asielaanvraag behandeld moet worden in het land waar de asielzoeker de EU binnenkomt. De harmonisatie van de asielwetgeving in de lidstaten zou moeten gerealiseerd worden tegen 2012.

Wat is het standpunt van de regering over de eventuele opschorting van het Dublin II-verdrag en over de haalbaarheid van de harmonisatie tegen 2012?

06.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Niet de Europese Commissie zou de macht krijgen om Dublin II op te schorten, maar de Raad en de Commissie zouden gemeenschappelijk moeten beslissen. Het zou ook gaan om een tijdelijke opschorting, maar die mag er niet toe leiden dat lidstaten hun verantwoordelijkheid ontlopen. De Belgische regering kan het invoeren van een dergelijke opschorting steunen indien aan bepaalde voorwaarden voldaan is. Zo moet er een laatste redmiddel zijn wanneer in een situatie van buitengewoon asiel een lidstaat reeds voldoende inspanningen heeft gedaan en de lidstaat het 'communautaire acquis' heeft omgezet.

Het moet bovendien beperkt zijn in de tijd. Verder moeten de lidstaten een belangrijke rol spelen in de besluitvorming en moet de opschorting voldoende onderbouwd zijn.

De Belgische regering is steeds een grote voorstander geweest van het proces van Europese harmonisatie. In de loop van 2008 en 2009 gaf de Europese Commissie vijf voorstellen door aan de Raad en het Parlement inzake de kwalificatierichtlijn, de procedurerichtlijn, de opvangrichtlijn, de Eurodacverordening en de Dublinverordening. De bedoeling van deze voorstellen was de bestaande minimumnormen om te vormen tot echte gemeenschappelijke normen. De voorstellen bevinden zich in de onderhandelingsfase in de Raad.

Onder het Belgische voorzitterschap werd een eerste stap ondernomen in de richting van een gemeenschappelijk Europees asielsysteem. Er werd namelijk een akkoord bereikt tussen de Raad en het Europees Parlement over de richtlijn inzake het statuut van langdurig ingezetenen.

De voltooiing van het gemeenschappelijke Europese asielsysteem bestaat in de voltooiing van de onderhandelingen over de richtlijnen en verordeningen die samen de Europese asielwetgeving uitmaken. De deadline van 2012 werd zeker niet unilateraal opgelegd. Het is enkel een datum waarover alle lidstaten zich akkoord verklaarden binnen het Stockholmprogramma, het Europese meerjarenbeleidprogramma op het vlak van justitie, vrijheid en veiligheid. Het was een van de prioriteiten van het Belgische voorzitterschap om vooruitgang te boeken inzake de Europese asielharmonisatie.

Of de deadline daadwerkelijk wordt gehaald zal in grote mate afhangen van de inzet en de onderhandelingskwaliteiten van het Hongaarse voorzitterschap en de daaropvolgende Poolse, Deense en Cypriotische voorzitterschappen, alsook van de bereidheid van de lidstaten om compromissen te sluiten.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de omvorming van de Frontex-missie in Griekenland van een tijdelijke naar een permanente operatie" (nr. 2834)

07.01 Daphné Dumery (N-VA): Volgens bepaalde berichten zou de huidige, tijdelijke Frontex-missie in Griekenland in de toekomst een semi-permanent karakter krijgen. Hierdoor zouden lidstaten – jammer genoeg – niet meer verplicht zijn om middelen in te brengen. Ze zouden dan op vrijwillige basis manschappen sturen.

Circuleren er reeds officiële plannen om de Frontex-missie onder te brengen bij operatie-Poseidon? Wil België, ook na een eventuele omvorming, blijven bijdragen aan de missie? Wanneer zou de huidige missie aflopen? Wordt, indien nodig, het maritieme gedeelte van operatie-Poseidon hervat?

07.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De beslissing om de tijdelijke Frontex-missie in Griekenland onder te brengen in de semi-permanente structuren van operatie-Poseidon werd officieel bevestigd tijdens de laatste Frontex Management Board. Het beëindigen van het tijdelijke statuut is logisch. Dergelijke operaties zijn bedoeld als noodmaatregel om lidstaten bij te staan in uitzonderlijk ernstige situaties. Wanneer dergelijke situaties blijven aanslepen, zijn andere, meer structurele oplossingen nodig.

België wenst zeker solidair te reageren. De mate van deelname zal evenwel afhankelijk zijn van de nationale beschikbare capaciteit en van de aard van de gevraagde steun. De ontplooiing van de Rapid Border Intervention Teams in Griekenland loopt op 3 maart 2011 ten einde. Uit voorbereidende gesprekken is gebleken dat het maritieme gedeelte van operatie-Poseidon eveneens zal worden hervat.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het asielbedrog op grond van medische redenen" (nr. 2859)

08.01 Bert Schoofs (VB): De CD&V-burgemeester van mijn gemeente heeft voorgesteld een verplicht medisch onderzoek in te voeren voor asielaanvragers. Veel asielzoekers roepen medische redenen in en de burgemeester vindt dat frauderen nu al te gemakkelijk kan. In de wet is een verplicht medisch onderzoek tot nog toe niet opgenomen.

Is de minister bereid om een medisch onderzoek bij wet of bij KB verplicht te maken voor asielaanvragers?

08.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Asiel kan niet worden verkregen op basis van medische redenen, een humanitaire regularisatie van het verblijf wél. Dat is een andere status en dus ook een andere procedure.

De wet diverse bepalingen van 29 december 2010 heeft het artikel over de medische regularisatie grondig gewijzigd, net om de misbruiken weg te werken. De aanvrager moet nu verplicht een standaard medisch attest voorleggen. Als de aanvraag ontvankelijk is, volgt een medische evaluatie door de artsen van de Dienst Vreemdelingenzaken. Zij kunnen ook betrokkene voor een klinisch onderzoek oproepen en als de aanvrager niet komt, kan de aanvraag worden afgewezen. Een dergelijk onderzoek gebeurt alleen als het zinvol is of als er twijfel is over de medische informatie die de aanvrager voorlegt. Een automatisch en verplicht medisch controleonderzoek is verkwisting als de aanvraag duidelijk gerechtvaardigd is en zulks ook sluitend bewezen is.

De wijziging van het wetsartikel is een aanzienlijke verbetering omdat het vereiste medische getuigschrift voortaan op straffe van onontvankelijkheid de ingeroepen ziekte, maar ook de ernst van de ziekte en de noodzakelijk geachte behandeling moet vermelden.

Een nieuw, wettelijk kader voor een verplichte medische screening lijkt mij momenteel dan ook niet opportuun.

08.03 Bert Schoofs (VB): De staatssecretaris zegt dat er een verbetering is opgetreden sinds de wet van

29 december 2010, maar de regeling is niet helemaal sluitend. Er zijn ook artsen die niet te goeder trouw zijn en zich als het ware specialiseren in het afleveren van medische attesten. Opvallend veel mensen leggen immers medische attesten voor.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de gezinshereniging van ascendenten ten laste" (nr. 2887)

09.01 Theo Francken (N-VA): Wordt er voldoende gecontroleerd of bij gezinshereniging met ascendenten, die ascendenten bezittingen of inkomen hebben in het land van herkomst? Ze moeten immers verplicht onvermogen zijn en vallen hier dan ten laste van kinderen of kleinkinderen.

Hoeveel gezinsherenigingen met ascendenten vonden plaats sinds 2000? Zal de staatssecretaris meer toezicht uitoefenen op mogelijke fraude door bijvoorbeeld situaties te controleren van mensen die erg lang in het land van herkomst verblijven of enorme telefoonrekeningen hebben?

Wordt er voor die onderzoeken samengewerkt met onze ambassades in onder meer Turkije en Marokko? Bestaat er binnen het raam van de bilaterale akkoorden nog een mogelijkheid voor gezinshereniging met ascendenten van in België verblijvende Marokkanen, Turken, Algerijnen, Tunesiërs en onderdanen van de landen van ex-Joegoslavië? Hoe vaak werd daarvan gebruik gemaakt sinds 2005? Geldt daar ook de regeling aangaande het ten laste zijn? Zal de staatssecretaris ook daar strenger controleren op fraude?

09.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ik zal aan de vragensteller de statistieken inzake gezinshereniging schriftelijk overhandigen. De statistieken zijn beschikbaar vanaf 2008. In dat jaar werd er enkel met de gegevens van april tot december rekening gehouden, maar door extrapolatie wordt geschat dat er 501 gezinsherenigingen met een EU-onderdaan waren en 2.117 met een Belg.

Er bestaan geen procedures voor een systematische controle of voor een samenwerking tussen de DVZ en de ambassades. De Belgische overheid nam al maatregelen om de activa van ascendenten in het buitenland op te sporen. De misbruiken zouden vooral in Turkije en Marokko plaatsvinden. Het bureau Opsporingen van de DVZ heeft al meldingen gekregen waarbij werd aangetoond dat bepaalde vreemdelingen onroerende bezittingen bezaten in het thuisland, maar de DVZ is niet op de hoogte van gerechtelijke vervolgingen voor deze sociale fraude.

Van mensen die OCMW-steun krijgen en een onredelijke belasting vormen voor het sociale bijstandstelsel volgens artikelen 42ter en 42quater van de vreemdelingenwet, moet het verblijfsrecht worden afgenomen. Daarom werkt de DVZ aan een verbeterde toegang tot de Kruispuntbank. Er wordt ook bekeken of het recht op OCMW-steun kan worden geweigerd aan EU-onderdanen en hun familie tijdens de eerste drie maanden van het verblijf.

In het kader van bilaterale akkoorden is er enkel een mogelijkheid tot gezinshereniging met ascendenten in België. In 2008 waren er vijf Turkse ascendenten, in 2009 en 2010 geen enkele.

09.03 Theo Francken (N-VA): Het zou de moeite lonen om bij de aanvraag voor een visum voor gezinshereniging voor ascendenten toch nog beter te controleren via de ambassades en het samenwerkingsprotocol.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Catherine Fonck aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de verwijdering van illegalen uit gesloten centra" (nr. 2888)

10.01 Catherine Fonck (cdH): Worden illegalen die hun gevangenisstraf hebben uitgezeten en vervolgens het Belgische grondgebied moeten verlaten, rechtstreeks vanuit de gevangenis verwijderd of worden ze eerst nog overgebracht naar een gesloten centrum?

Indien zij bij hun terugkeer moeten worden geëscorteerd, hoe wordt een en ander dan georganiseerd en binnen welke termijn gebeurt dat?

Indien iemand geweld pleegt in een gesloten centrum, wordt hij dan voor het gerecht gebracht of blijft hij in dat gesloten centrum?

Indien de betrokkene gewelddadig wordt tijdens zijn overbrenging van het gesloten centrum naar de luchthaven, wordt hij dan voor het gerecht gebracht of keert hij terug naar het gesloten centrum?

10.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Idealiter zouden de gedetineerden rechtstreeks vanuit de gevangenis het land worden uitgezet, nadat ze hun straf hebben uitgezeten. Samen met de minister van Justitie tracht ik daar werk van te maken. Vorig jaar hebben de strafinrichtingen geweigerd een honderdtal gedetineerden die hun straf hadden uitgezeten, onderdak te blijven verschaffen totdat ze rechtstreeks van daaruit hadden kunnen worden verwijderd. Momenteel worden de betrokkenen overgebracht naar een gesloten centrum, wat voor heel wat problemen zorgt, waaronder hun overbrenging door het veiligheidskorps.

Er zijn vijf weken nodig om een begeleiding te organiseren, en gedurende die tijd verblijft de betrokkene in een gesloten centrum. Dat is te lang; ik zal de kwestie aankaarten bij de minister van Binnenlandse Zaken die, naar ik veronderstel, al het mogelijke zal doen om die termijn te verkorten.

Gewelddaden zijn onaanvaardbaar. Het is echter niet mijn taak om de daders te vervolgen of te veroordelen. De geweldplegers in Steenokkerzeel werden gelukkig door de politie aangehouden. Nu is het aan de parketten en de rechters om verder werk van een en ander te maken. Ik zal de minister van Justitie vragen het College van procureurs-generaal attent te maken op die onaanvaardbare daden.

10.03 **Catherine Fonck** (*cdH*): De daadkracht waarmee u de verwijderingsbeslissingen ten uitvoer brengt en uw inspanningen om de problemen van het personeel van de gesloten centra op te lossen, getuigen ontegenzeggelijk van voluntarisme. Het is belangrijk dat de bevoegde ministers, die van Justitie en die van Binnenlandse Zaken, hun verantwoordelijkheid opnemen, opdat er doeltreffender te werk zou worden gegaan.

Het incident is gesloten.

11 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de rellen aan en in het gesloten asielcentrum 127bis te Steenokkerzeel" (nr. 2900)
- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de rellen en de brand in het centrum 127bis" (nr. 2928)
- de heer Rachid Madrane aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de incidenten van zondag 20 februari in het centrum 127bis en de detentieomstandigheden in het centrum" (nr. 2935)
- mevrouw Jacqueline Galant aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de hoogoplopende spanningen in het centrum 127bis op 20 februari 2011" (nr. 2946)

11.01 **Theo Francken** (*N-VA*): Verleden zondag waren er zware rellen aan het gesloten asielcentrum 127bis in Steenokkerzeel. Betogers van Stemmen zonder Grenzen zouden in het gebouw amok hebben gemaakt en er zou brand zijn ontstaan, waardoor een deel van het gebouw onbewoonbaar werd verklaard.

Volgens mij gaat het hier om 100 à 150 hardleerse anarchisten die keet willen schoppen aan instellingen vanuit hun filosofie van open grenzen.

Kan de staatssecretaris meer uitleg geven bij de hongerstaking die een aantal mensen gehouden heeft in het centrum en over het incident met een Egyptenaar?

Welke regels gelden met betrekking tot het gsm-gebruik in de gesloten centra?

Kan de staatssecretaris de feiten van 20 februari beschrijven? Hoe ondermijnt dit incident de werking van het gesloten centrum?

11.02 Rachid Madrane (PS): De incidenten die zich in het centrum 127bis hebben voorgedaan en de eisen van de mensen die er worden vastgehouden, lijken te bevestigen dat de opvangomstandigheden er te wensen overlaten. De federale ombudsman had eerder al gewezen op de slechte detentievoorwaarden in het INAD-centrum en op de verschillen met de andere centra op het stuk van de detentieregeling.

Welke maatregelen werden er genomen om de detentievoorwaarden in het INAD-centrum te verbeteren sinds het rapport van de ombudsman in juni 2009 werd bekendgemaakt? Wat zult u ondernemen om de verblijfsvoorwaarden van de personen die wachten op hun uitwijzing te verbeteren?

Niet enkel de detentievoorwaarden, maar ook het gedrag van sommige personeelsleden zou een probleem vormen. Hoe staat het personeel in die centra tegenover de personen die er in afwachting van hun uitwijzing worden vastgehouden? Het is in ons land niet de gewoonte personen in transit of in een uitwijzingsprocedure te mishandelen.

11.03 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Op zondag 20 februari 2011 betoogden ongeveer 40 leden van Stemmen zonder Grenzen voor het repatriëringscentrum 127bis. Al snel schopten enkele betogers tegen de omheining, waarop de bewoners van één mannenvleugel op de ramen begonnen te slaan en er onlusten uitbraken in de andere mannenvleugels, met vernielingen en brandstichting tot gevolg. Bewoners werden geëvacueerd en na de politie werd ook de brandweer gewaarschuwd. Het personeel kon de brand blussen en de politie haalde de bewoners één voor één naar buiten. Er werden 42 bewoners overgebracht naar andere centra, de anderen gingen naar het tussengebouw. Eén bewoner kon ontsnappen met behulp van de betogers. Op 21 februari 2011 bedroeg de bewonersbezetting 58 personen.

(Frans) Twee vleugels met plaats voor 80 personen zullen vier maanden lang onbruikbaar zijn. Er wordt overwogen om een klacht in te dienen tegen de bewoners die de schade hebben aangericht en de persoon die verklaard heeft dat de bewoners mishandeld werden.

Ik zal voorts overleg plegen met de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie over de betogingen aan gesloten centra, snel politie-ingrijpen en de vervolging van de bewoners die moedwillig eigendommen vernielen of de mensen die de bewoners komen ophitsen – in dit geval werden de bewoners echt opgehitst door de betoging aan het centrum.

Op aanbeveling van de federale ombudsmannen werd gsm-gebruik door de bewoners van het centrum toegestaan. Voordien konden de bewoners bellen met een telefoonkaart.

In 2007 werden de eerste stappen gedaan ter vervanging van het transitcentrum 127 en het INAD-centrum op de nationale luchthaven. Het nieuwe centrum ligt in de buurt van het repatriëringscentrum en dankzij een adequatere structuur kunnen de betrokkenen er in betere omstandigheden verblijven. De werken gingen op 2 juni 2009 van start en het nieuwe centrum werd op 22 september 2010 opgeleverd. De laatste aanpassingen worden uitgevoerd. In de tussentijd werd alles in het werk gesteld om de verhuizing naar het nieuwe centrum in goede banen te leiden.

Ik deel u tevens de bezettingsgraad mee van de andere centra: Brugge: 97 van de 112 beschikbare plaatsen; Merksplas: 123 van de 131; Vottem: 128 van de 140 en Steenokkerzeel: 64 voor maar 60 beschikbare plaatsen.

Er werd betoogd voor het centrum. Er brak brand uit in een van de twee vleugels van het gebouw en in beide vleugels werden vernielingen aangericht. Er vond inderdaad een ontsnapping plaats, maar er vielen geen gewonden en de rust is intussen teruggekeerd. Iedereen kon naar andere gesloten centra worden overgebracht.

Ik vind dit soort acties onaanvaardbaar, maar wanneer de zaken al bij al goed verlopen, moet men dat ook kunnen erkennen. Ik wijs in dit verband op het optreden van de politie en van het personeel van het centrum.

Het personeel van de gesloten centra heeft het niet gemakkelijk. Die mensen leven niet afgezonderd van de buitenwereld, maar worden geëvalueerd door nationale én internationale commissies. In de verschillende rapporten werd nooit gewag gemaakt van de handelingen die nu aan de kaak worden gesteld.

Het is een feit dat de werking van de gesloten centra kan worden verbeterd en daar moet werk van worden gemaakt. Wanneer men echter ongegronde geruchten de wereld instuurt, die niet berusten op klachten en waarvan geen gewag wordt gemaakt in de rapporten, is dat zeker niet van aard om een taak die zo al niet eenvoudig is – maar die het personeel naar best vermogen probeert uit te voeren – te vergemakkelijken.

11.04 Theo Francken (N-VA): Dat groepje extreemlinkse anarchisten beweert dat de aanleiding voor hun actie de mishandeling van een Egyptenaar was. Wat is daarvan aan?

De staatssecretaris zegt dat hij geen enkele aanleiding heeft om het gsm-beleid te wijzigen. Volgens mij was die gsm juist de aanleiding. Ze bellen mekaar constant op. Die *no-border networks* hebben via hun advocatenlobby's contact met die illegalen en die hebben elkaar opgeruid.

Houdt de Staatsveiligheid zich met deze groep bezig? Was ze op de hoogte van deze actie? Worden deze mensen gevolgd? Volgende week staan ze voor de poorten van een ander centrum te betogen. Zij hebben als doel het opengrenzenbeleid te realiseren en die centra kort en klein te slaan. Zal de staatssecretaris met minister Turtelboom overleggen?

Kan de minister de huidige capaciteit in de centra nog eens herhalen?

11.05 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): In Brugge 112, Merksplas 123, Vottem 140 en Steenokkerzeel 60.

11.06 Theo Francken (N-VA): Wat waren de andere cijfers die de staatssecretaris gaf?

11.07 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Dat ging over de bezettingsgraad. In Brugge is dat momenteel 97 op een capaciteit van 112. De normale capaciteit voor Steenokkerzeel is 127, maar momenteel is dat maar 60, vermits twee vleugels niet gebruikt kunnen worden. In Merksplas zijn 123 van de 131 plaatsen bezet. In Vottem 128 van de 140. We zitten op de limiet van onze capaciteit, vermits we 60 plaatsen verloren hebben.

Dat een Egyptenaar werd mishandeld, wordt betwist. Hij zou zelf zijn t-shirt gescheurd hebben en nooit mishandeld zijn door het personeel.

11.08 Rachid Madrane (PS): Zou er geen extra aandacht moeten gaan naar de opleiding van het personeel? Kunt u meer duidelijkheid verschaffen in verband met de geruchten over het gebruik van een matras? Wordt er nog ingegaan op de klacht van de vluchteling die binnen enkele dagen het land wordt uitgezet?

Het lijkt me interessant in het gezelschap van de staatssecretaris een bezoek te brengen aan de gesloten centra.

11.09 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): Zelf heb ik ze allemaal al bezocht. Zo'n bezoek is inderdaad leerrijk!

11.10 Rachid Madrane (PS): Ik was blij onze staatssecretaris daar te zien.

Wat vertel ik aan degenen die beweren dat die mensen aan hun lot worden overgelaten?

11.11 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): Men kan zich wenden tot de klachtencommissie. Er kan ook beroep worden ingesteld tegen de verwijdering.

Ik had gevraagd of er psychologische bijstand was voor de bewakers. Er werd zondag voor extra personeel gezorgd.

11.12 Theo Francken (N-VA): Ik steun de vraag om het asielcentrum te bezoeken. Van mijn bezoek in augustus 2010 aan Steenokkerzeel en Zaventem is mij alvast bijgebleven dat het personeel superprofessioneel en gedreven is.

11.13 Rachid Madrane (PS): Als de parlementsleden, die nog steeds de legitieme vertegenwoordigers van het volk zijn, het centrum 127bis – waarvan het personeel volgens ons goed werk levert – zouden kunnen bezoeken, zouden ze een oogje in het zeil kunnen houden. De manier waarop de staatssecretaris dit uiterst moeilijk dossier aangepakt heeft, strekt ons tot eer. Ik hoop dat men op het stuk van de opvang in de toekomst dezelfde voorzichtigheid aan de dag zal leggen als vandaag.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.19 uur.